



Le Travailleur Catalan

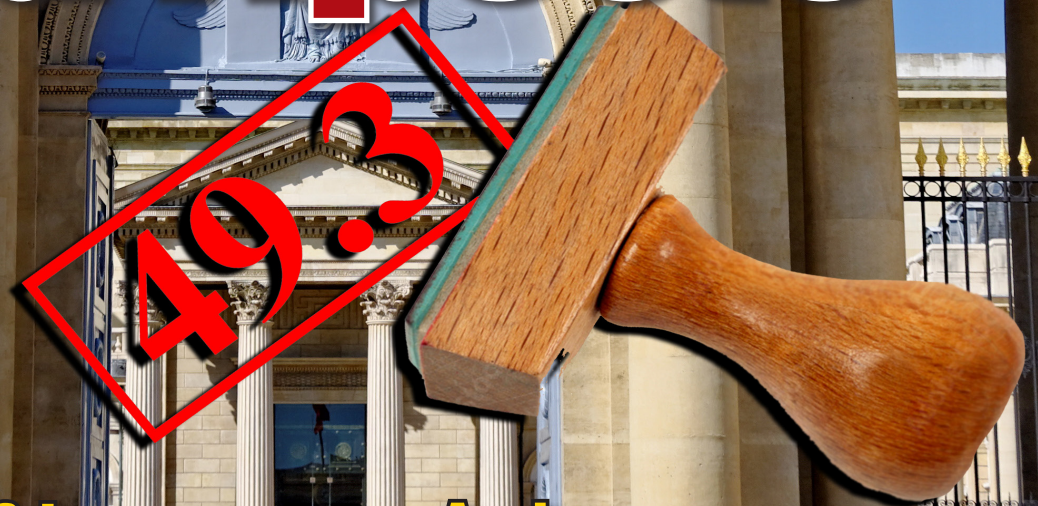
Journal ouvert pour esprits libres !

**Stop
au harcèlement**

p.3

13 octobre, le temps de la riposte

p. 4/5



2 € - N°3992 - Du 06 au 12 octobre 2023



• **Transports :**
L'Espagne montre le chemin p.7

• **Andorre :**
L'IVG criminalisée p. 15

l'Édito

“ Pas de démocratie sans presse libre



René Granmont

Les États généraux de l'information se sont ouverts mardi 3 octobre et le chantier de la presse est vaste, car ce secteur doit faire face à de nombreuses difficultés : inflation, concentration extrême des médias aux mains de quelques grands groupes, inégalités des ressources publicitaires ...

Certes des aides existent (pour le *Travailleur Catalan*, 4 900€ par an), mais elles restent très insuffisantes. Les difficultés de nombreux journaux appellent donc des solutions plus efficaces,

comme une taxe sur la publicité de 1 % redistribuée aux titres d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires. Si les aides publiques à la presse sont essentielles, elles ne sont ni une aumône ni la condition d'une allégeance à un quelconque pouvoir. L'État n'a pas à intervenir sur l'information mais doit donner à celle-ci les moyens de se déployer dans toute sa diversité. Pourtant, l'arrestation de la journaliste d'investigation Ariane Lavrilleux coupable d'avoir informé le public sur les turpitudes des services secrets est un exemple parmi tant d'autres des attaques subies par la profession. Comme le déclare l'appel signé par 180 personnalités à l'occasion des états généraux, « *espionnage à distance, gardes à vue, perquisitions,*

saisies de documents, procédures « bâillons »... jamais les intimidations n'ont été aussi nombreuses à l'encontre des journalistes. Qu'elles émanent de services étatiques ou de puissances économiques, leur objectif est le même : empêcher la presse d'exercer sa mission d'information et, par voie de conséquence, interdire aux citoyens de se forger une opinion éclairée ».

Si la précarité grandissante des journalistes influe sur leur métier, c'est bien « *l'accaparement du secteur par des milliardaires* » qui fait peser les plus lourdes menaces sur les journalistes, comme l'a montré le bras de fer engagé par les journalistes du JDD contre le directeur d'extrême droite imposé par Vincent Bolloré. Cette concentration des médias est le point central du problème. Et il est à craindre que ces états généraux ne changent pas la donne si on ne s'attaque pas à la propriété des journaux. C'est pourquoi les syndicats de journalistes réaffirment le besoin d'une réforme de la loi ainsi qu'une réorientation totale des aides publiques au bénéfice des titres de presse indépendants de grands groupes industriels... L'indépendance des médias et l'accès à l'information doivent être garantis car l'accès à l'information et le pluralisme de la presse sont constitutifs de la démocratie : pour que les Françaises et Français soient des citoyennes et citoyens à part entière, qu'ils participent pleinement à la vie de la nation, il leur faut bénéficier d'une information fiable, vérifiée, d'une diversité d'analyses et de lignes éditoriales qui n'avancent pas masquées pour se former leur propre opinion. Un citoyen informé est un citoyen qui peut agir sur le monde.

Annonces

Assemblée générale annuelle du Comité d'Usagers de la Ligne du Train jaune

→ Samedi 7 octobre à 9h – Salle des jeunes de la mairie d'Olette.

L'Amie Bambulle et la Libambulle vous parlent de la rentrée littéraire !

→ Samedi 7 octobre à 10h30 – Médiathèque de Prades.

Manifestation contre l'austérité pour les salaires, les pensions et l'égalité femmes-hommes

→ Vendredi 13 octobre à 10h30 – Place de Catalogne à Perpignan et à 14h30 - Plaine Saint-Martin à Prades.

Conférence-débat. Résonance de la guerre d'Algérie dans la France d'aujourd'hui

→ Samedi 14 octobre à 15h – Centre culturel Jean-Ferrat à Cabestany.

Ciné-débat
Courts métrages
Elné

Animé par les Amis du Travailleur Catalan

MARDI 10 OCT. À 18H30
CINÉMA VAUTIER
ELNE

« Témoignages émouvants de quatre personnalités de la Résistance dans le département : Antoine Cayrol, dit Jordi Père Cerdà, Odette Sabaté, Marcel Boher et Emile Sabatier. »

DES ANGES en ENFER (Jordi Pere Cerdà)
3 épisodes de la Résistance en pays catalan

Entrée gratuite

ASSOCIATION Les Amis du Travailleur Catalan

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression :
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Un sujet éminemment politique

Le nouveau plan de lutte contre le harcèlement annoncé par le gouvernement risque fort, en ne prenant pas le problème dans sa globalité et en se donnant pas le moyen, de se révéler totalement inefficace.

Mercredi 27 mars, le gouvernement a dévoilé son plan interministériel anti-harcèlement scolaire. Déjà la rentrée 2023 avait vu le programme de lutte contre le harcèlement à l'école (PHARE), mis en place dans les écoles et collèges à la rentrée 2022, être étendu à la totalité des établissements scolaires. Le nouveau plan de lutte interministériel (éducation, police, justice, santé, sport), basé sur des solutions le plus souvent purement techniques, a au moins le mérite d'associer les parents. Mais il y avait urgence à agir. Selon les enquêtes, 15 % des collégiens déclarent s'être sentis harcelés au cours d'une année scolaire.

causes idéologiques...

De plus, on en reste souvent à désigner une victime et un bourreau alors qu'en réalité le harcèlement en milieu scolaire est essentiellement collectif. Un jeune est pris en grippe et désigné par un groupe qui va se donner une identité collective contre un autre. C'est d'abord un refus de la différence. Et comment progresser en matière de lutte contre le harcèlement quand ce refus devient un moyen de se faire élire ou de faire de l'audience dans une émission de télévision (voir la télévision Bolloré). Le combat contre le harcèlement est donc éminemment politique.



Un plan ou un rataplan...

Attal va se prendre bientôt pour Zorro : peut-être que dans sa tête c'est déjà fait.

L'abaya, c'est réglé (?) ! Passons au harcèlement scolaire. Dès le 27 septembre un plan est présenté : les titres sont faits pour en imposer, « mobilisation générale ». C'est vrai qu'il y a eu plusieurs suicides cette année, donc le jeune Nicolas, c'est vrai que l'administration de l'Education nationale était à côté de la plaque (voir lettres de la Rectrice de Versailles).

Il était urgent de réagir : des mesures sont décidées. Des « cours d'empathie » dès les petites classes, (modèle danois ?), constitution d'équipe d'élèves et d'un personnel ressource dans l'établissement, grille d'autoévaluation du harcèlement, journée nationale de lutte contre le harcèlement (le 9 novembre) avec deux heures banalisées pour tous sur le sujet, des équipes rectorales pour intervenir partout où c'est nécessaire. Sur le plan judiciaire, il faudra signaler les faits les plus graves au procureur (quel degré de gravité ?), avec un volet numérique, bannissement des réseaux sociaux pendant 6 mois et confiscation du téléphone.

Efficace ?

Devant un phénomène ancien qui ne touche pas que l'école d'ailleurs, il ne faut pas être grand clerc pour prévoir l'inefficacité d'un tel plan, un coup de com' supplémentaire pour montrer que le gouvernement, sur ce terrain (comme sur tous les terrains) est à la manœuvre et qu'il est en mesure de transformer les relations scolaires en monde des bisounours, sans créer le moindre poste supplémentaire, en laissant l'encadrement (éducatif comme social ou sanitaire) se réduire comme peau de chagrin. Le cas échéant, les acteurs de terrain seront des boucs émissaires faciles à trouver parce qu'ils n'auront pas été à la hauteur des ambitions ministérielles et macroniennes.

Macron n'a-t-il pas dit que l'éducation était son nouveau domaine réservé ? Ce coup de com' lui ressemble étrangement.

Jean-Marie Philibert



Près d'un million d'enfants vivent une situation de harcèlement à l'école, harcèlement qui conduit à des fins tragiques avec une hausse de 300 % de tentatives de suicide chez les moins de 15 ans au cours des dix dernières années.

Prendre le problème dans sa globalité

Mais cette nouvelle initiative gouvernementale risque fort de rester inefficace. Car la réalité du harcèlement est beaucoup plus complexe que les discours ministériels veulent le faire croire. Ses causes dépassent largement le seul milieu scolaire, même si c'est l'endroit où il s'exprime le plus souvent. Parmi les facteurs de risque, certains peuvent être liés à l'école, mais il existe beaucoup d'autres facteurs. Ils peuvent être familiaux, liés à l'exclusion sociale, à l'influence des pairs, à des

Se donner les moyens

Enfin, au-delà des slogans percutants, les moyens humains, indispensables face à l'ampleur de la tâche, seront-ils au rendez-vous ? « *L'angle mort reste le nombre d'adultes à mettre dans les établissements scolaires* », déplore Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU. « *Pour qu'un élève parle, il faut qu'il se trouve en confiance. Il ne va pas calquer sa prise de parole sur le planning de l'infirmier, absent ce jour-là car il doit jongler entre quatre établissements scolaires.* » D'autant plus que les enseignants manquent de formation sur la question et « *se sentent très seuls dans leur classe* ».

En un mot, la solution ne viendra pas du programme gouvernemental, mais bien d'une réévaluation globale de la politique de lutte contre le harcèlement scolaire.

Bastien Sacaze et René Granmont

Le 13 octobre, Top-(re)départ

Face à la brutalité de la politique gouvernementale, la riposte syndicale unitaire se prépare.

Malgré une température qui reste estivale, des signes forts nous indiquent que les vacances, c'est terminé. Scolairement, on savait, les petits sont en classe. Mais politiquement, le premier 49/3 est venu sans surprise obscurcir l'horizon démocratique. C'est du brutal, à la sauce Macron-Borne ! Et socialement le 13 octobre, l'action syndicale revendicative unitaire devrait, elle, venir éclairer cet horizon qu'ils voudraient nous boucher. Et rappeler au gouvernement, ou à Macron, que rien n'est réglé, que la colère est là, la détermination aussi.

Unitaire et européen

D'autant que le réforme des retraites imposée à la hussarde montre, plus on avance, sa nocivité, ses incohérences et suscite colère et désapprobation chez ceux qui sont contraints de travailler plus longtemps. La spécificité de cette rentrée sociale est double : l'action est unitaire, reste unitaire, comme elle l'a été tout au long de l'année écoulée – Cfdt, Cftc, Cgc, Cgt, Fo, Fsu, Solidaires, Unsa, Mnl –, et elle a un cadre syndical européen. Elle ne peut que se nourrir de l'expérience des mois passés et de ce qu'on sait de la résistance d'un pouvoir qui est incapable de négocier et qui tente de franchir les obstacles par de la com de bas étage. À leurs yeux, le peuple est imbécile. Ainsi de la hausse des prix, du prix de l'essence, du refus d'augmenter les salaires,

Et une régression sociale de plus : demain, le RSA sous condition ?



de la protection sociale, de la transition environnementale, on peut tout se permettre. Sur tous ces terrains, du vent !

Contre le vent, la pression populaire

Une conférence sociale est dans le paysage, concession de Macron à ce qu'il perçoit des colères populaires. Pour qu'elle aboutisse à autre chose qu'une accélération de la tramontane, arme préférée des gouvernants, les organisations syndicales veulent accentuer une pression qui n'a pas cessé pendant l'été (voir l'écho de toutes ces luttes dans les numéros du TC précédents). Il s'agit de dénoncer une

répression syndicale digne d'un autre âge (la poste...), de défendre les services publics (transports...), d'élargir les droits des travailleuses et travailleurs.

Il y a une unanimité sur « la nécessaire égalité homme/femme, sur l'augmentation des salaires, du SMIC, des pensions, des minima sociaux, des bourses... » Les droits des chômeurs, la défense des services publics peuvent compléter un paysage, comme les valeurs républicaines et les libertés démocratiques dont les droits de grève et de manifester qui donnent parfois de l'urticaire à des responsables politiques qui ne semblent pas savoir exactement ce qu'est la justice sociale.

Jean-Marie Philibert



Avec le projet de loi « pour le plein emploi » qui va donner naissance à France-Travail, l'allocataire du RSA va devoir signer un contrat d'engagement.

Le gouvernement, comme à son habitude, tape toujours plus sur les pauvres. Ainsi, son projet de loi « pour le plein emploi » va toucher de plein fouet tous les bénéficiaires du RSA. En effet, ces derniers se verront automatiquement inscrits comme demandeurs d'emploi et devront fournir 15 heures minimum d'activité hebdomadaire. Selon les dernières données officielles, aujourd'hui, seulement 40% de ces allocataires seraient inscrits à Pôle Emploi. Malheureusement, le pourtour de ces activités obligatoires n'est malheureusement pas défini et reste volontairement flou, surtout quand il s'agit d'immersion. Dans quelle mesure cette immersion en entreprise ne fera-t-elle pas concurrence à un contrat de travail ? Quelle aubaine pour embaucher quelqu'un qui lui couterait zéro euro sous couvert de la collectivité.

Au-delà de cette scandaleuse problématique, il en existe une plus grande, c'est de continuer à faire croire à la population que les allocataires du RSA s'assoient sur leur fainéantise, ne bénéficient ni d'aide pour retrouver un emploi, ni d'accompagnements ou de devoirs envers les collectivités territoriales. Ce qui demeure complètement faux et ouvre la porte aux pensées nauséabondes de l'extrême droite !*

Mais d'autres problèmes sont sous-jacents ! Pôle emploi est déjà saturé et en manque de personnel, comment va fonctionner cette nouvelle version de service public, alors que l'ancien ministre du Travail a promis un accompagnement supplémentaire pour ces nouveaux demandeurs d'emploi ? Et in-fine, comment le gouvernement va-t-il tricher pour éliminer des

statistiques ce tsunami de 1,1 million de demandeurs d'emploi supplémentaires ? Autant de questions qui ne font qu'ajouter aux inquiétudes légitimes...

Olivier Patrouix Gracia

* Pour plus de précisions sur la réalité du RSA, vous trouverez un document du Centre animation ressources d'information sur la formation / Observatoire régional emploi formation qui rend compte des données sur le RSA dans notre région en utilisant le QR Code ci-contre.



Budget 2024

Ils ont encore sorti le 49.3

Pour faire passer la pilule amère de l'austérité, le gouvernement est de nouveau obligé de passer par le 49.3 afin de bâillonner les parlementaires.

Bruno Le Maire s'est fixé trois défis pour 2024. Il veut désendetter la France, lutter contre l'inflation et verdir l'économie... mais pas touche au grisbi. Pas question de taxer les superprofits et les hyper-riches. Son projet de budget devra donc passer par une super-austérité pour la population.

Bruno ne demande plus aux riches, il impose au peuple.

« Nous devons (...) piloter nos finances publiques en relevant ces trois défis », a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances. Cela passe par 16 milliards d'économies et une nouvelle taxe sur les autoroutes que les compagnies ont déjà décidé de répercuter en augmentant les péages. Les automobilistes diront « merci Bruno ! ».

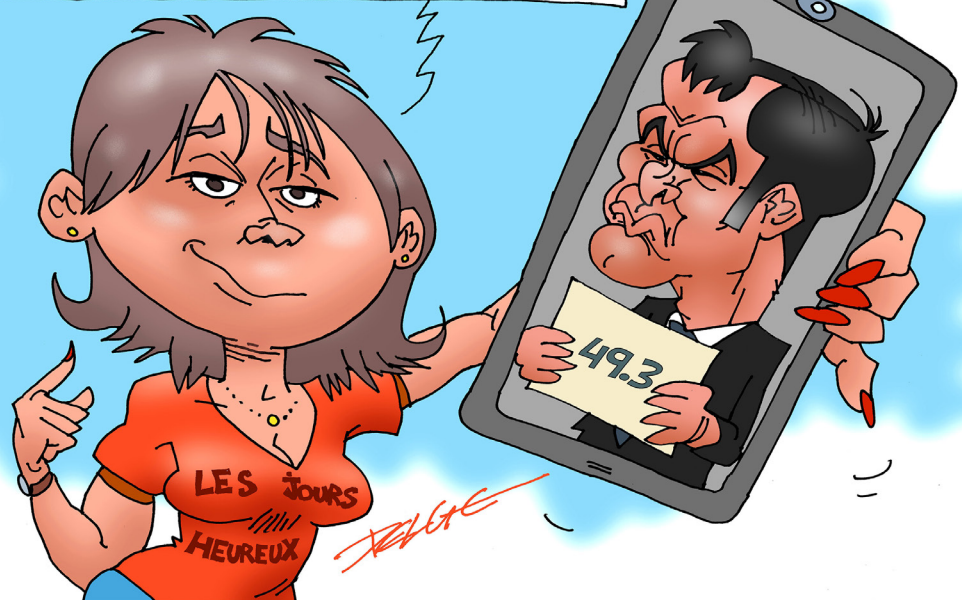
Pour redresser les comptes publics, pas question d'augmenter les impôts, une ligne rouge que le gouvernement ne veut pas franchir. Il mise plutôt sur la croissance, avec une prévision de 1,4 % déjà jugée trop élevée par le Haut conseil des finances publiques, ainsi que sur l'extinction progressive des mesures exceptionnelles de soutien aux ménages et entreprises face à l'envolée du prix de l'électricité.

Austérité à tous les étages

À cela s'ajoute les réductions des aides à la politique de l'emploi, le report d'une partie de la baisse d'impôts de production pour les entreprises, la suppression de l'avantage fiscal pour le gazole non routier (les agriculteurs déjà en souffrance vont apprécier) ou l'augmentation du malus sur les véhicules polluants, un cadeau à

De passage à Perpignan. Olivier Véran lance une application de dialogue avec les Français

« ELLE BUGUE DÉJÀ : À TOUTES LES QUESTIONS QUE JE LUI POSE, ELLE RÉPOND PAR ... »



ceux qui ne peuvent pas se payer un véhicule neuf.

Confronté à une nouvelle envolée des prix à la pompe, l'exécutif entend continuer à s'ériger en défenseur du pouvoir d'achat avec une obole de 100 euros offerte aux ménages les plus modestes allant travailler en voiture. Il est tout de même prévu une revalorisation des retraites de 5,2 % le 1^{er} janvier et des prestations sociales de 4,6 % le 1^{er} avril. Mais tout cela reste bien au-dessous de l'inflation.

Il y a bien une stratégie de « réarmement des services publics » tournée vers l'armée, la police, la justice, l'enseignement scolaire et la transition écologique mais

les moyens alloués sont très loin d'être à la hauteur des besoins.

Les parlementaires vent debout

Privé de majorité absolue à l'Assemblée et de soutien dans l'opposition, le gouvernement a été obligé de se résoudre à une adoption à la hussarde, sans vote, en recourant, comme l'an dernier, à l'article 49.3 de la Constitution. Pour la simple raison qu'aucun groupe, hors ceux de la majorité relative, n'est d'accord avec la teneur du texte proposé.

La saison des 49.3 est donc ouverte, celle des motions de censure l'est aussi. La Première ministre Elisabeth Borne a inauguré la session parlementaire 2023-

2024 en dégainant une première fois le controversé article de la Constitution pour passer en force. C'est le douzième depuis qu'elle est à Matignon.

Sans les voix de la droite LR, les chances qu'une motion soit adoptée sont nulles. Or Les Républicains ne veulent pas prendre le risque d'être comptables de la chute d'un gouvernement. La motion de censure sur les retraites avait certes failli passer, au printemps dernier, mais elle répondait aux attentes de deux tiers des Français opposés à la réforme. L'opinion publique pourra-t-elle à nouveau produire les mêmes effets ?

Dominique Gerbault

Transports

Les petits ruisseaux font les grandes rivières

Le mardi 26 septembre se tenait la réunion publique de l'Association pour la réouverture de la ligne ferroviaire SNCF Rivesaltes-Quillan.

Le 26 septembre, malgré une timide participation, des acteurs clés étaient présents à l'assemblée de l'Association pour la réouverture de la ligne ferroviaire SNCF Rivesaltes-Quillan. C'est ainsi que la municipalité d'Estagel avait, pour l'occasion, décalé la réunion de son conseil municipal. Julien Berthelemy, secrétaire départemental de la CGT66, Lola Beuze, conseillère départementale des P.-O. et les communistes de la section d'Estagel étaient venus en soutien.

En effet, la décision de la SNCF

de reporter les travaux de rénovation de la section de ligne Quillan-Limoux, doit alerter la population de ce secteur tant sur le plan « écologique » que sur plan du service public à rendre dans les zones rurales. Malgré les différentes sensibilités politiques présentes dans la salle, l'assemblée est tombée d'accord sur la nécessité d'un engagement étatique pour le développement cantonal et départemental. La décision de porter une motion de soutien à la ligne Limoux-Quillan a été, elle aussi, validée ainsi que l'élaboration d'une pétition à

porter dans tous les villages du canton. Si la bataille s'annonce de longue haleine, un accord de principe a été trouvé pour fédérer toutes les petites associations de défense du rail qui parsèment notre département en une seule structure pour pouvoir peser à la table des futures négociations. Nous revoilà donc à nouveau en plein cœur de l'année 2019 quand les communistes du département avaient élaboré le projet de « RER catalan ». Mais ne dit-on pas que les petits ruisseaux font les grandes rivières ?

Olivier Patroux Gracia

Association pour la Réouverture de la Ligne Ferroviaire SNCF Rivesaltes-Quillan



La création de l'Association pour la ligne ferroviaire Rivesaltes-Quillan a été votée lors de la réunion publique qui s'est tenue à Estagel le mercredi 19 avril en présence de plus de 70 participants. Elle a commencé à agir. Nous vous convions à une nouvelle :

réunion publique
Mardi 26 septembre
18H30 salle Mandela à Estagel
 (près de la mairie)

A l'ordre du jour de la réunion :

- Bilan et suite de la manifestation de protestation à Limoux du 17/09 après la décision de la SNCF de reporter de 10 ans les travaux de rénovation de la section de ligne Quillan-Limoux. L'urgence climatique et les besoins de mobilité de la population rendent indispensable la relance du rail. Prix de 6000 voitures et camionnes sur les routes de l'Aude et autant sur la RD117 dans les Pyrénées orientales, c'est trop !
- 1^{er} bilan et objectif de la campagne de signatures de la pétition pour la relance de la ligne
- Propositions de prochaines actions
- Calendrier des rencontres avec les associations pour la défense de l'environnement, les syndicats du département, la direction de la SNCF, les Municipalités et les élus (Région et Département)

Assemblée de rentrée du PCF66

La confiance en l'avenir

Un parterre attentif d'une soixantaine de militants, rajeuni pour l'occasion, s'est retrouvé à la maison des communistes pour l'assemblée générale de rentrée. Les sujets brûlants de l'actualité politique ont été débattus.



Le jeudi 28 septembre, en respectant la tradition du « quart d'heure catalan », l'assemblée générale des communistes des Pyrénées-Orientales a débuté sous la houlette de Marie-Françoise Sanchez. Brève, concise et toujours engagée, elle a résumé les résultats des élections sénatoriales, puis présenté l'engagement du PCF dans la campagne contre l'inflation et la vie chère, rendu compte de la semaine Cultures de Paix et abordé le tremplin délicat des élections européennes.

Sous le regard attentif des candidats communistes aux sénatoriales,

Lola Beuze et Pierre Serra, l'analyse précise et positive de leurs résultats a engagé tous les membres du PCF à renforcer leur présence sur le terrain. En effet, le fait d'avoir obtenu 11,2% des suffrages grands électeurs au premier tour doit, selon l'intervenante, inspirer confiance aux adhérents. Et d'ajouter que la campagne contre l'inflation et la vie chère testera la mobilisation militante puisqu'une initiative départementale sur ce thème est prévue le week-end prochain.

« Non à la guerre, oui à la vie et à la paix »

Enfin cette rentrée soulève chez les communistes beaucoup d'inquiétude quant à l'évolution de l'état du monde. Partout les guerres se développent et ce ne sont pas moins de 55 conflits qui agitent la planète. L'assemblée des communistes s'est donc félicitée d'avoir, dans le cadre de Cultures de paix, rassemblé associations, municipalités, monde de l'éducation et de la culture pour porter haut et fort le message « Non à la guerre et oui à la vie et à la paix ! »

Pour conclure, l'assemblée a abordé la préparation des élections européennes et la désignation de Léon Deffontaines comme chef de file du PCF. Une conférence nationale le 14 octobre prochain devrait apporter des réponses aux questions légitimes que se posent les adhérents, mais notons que les jeunes communistes et les vétérans se sont déjà donné rendez-vous pour prendre les devants !

Mais visiblement, les militants du PCF gardent confiance en l'avenir de ces prochains mois.

Transports et environnement

Et si l'Espagne nous montrait le chemin ?

Le gouvernement espagnol vient d'annoncer des mesures qui feront date concernant les transports.

A lors que le gouvernement français a annoncé il y a quelques semaines la dissolution de Fret SNCF dès 2024, soi-disant sous injonction de Bruxelles, avec un impact important sur les plateformes des P.-O., l'Espagne, visée aussi par la Commission européenne pour sa politique de gratuité des autoroutes, vient de faire une contre-proposition qui fera date.

Au lieu de remettre des péages, elle vient de proposer, le 22 septembre, un vaste plan de financement du ferroviaire et ferroutage (camions sur un train) de fret pour créer une alternative et diminuer le nombre de camions sur les autoroutes. En particulier sur l'AP7, axe sud-nord européen le plus important car desservant les plus grands ports espagnols, Barcelona, Valencia et Cartagena. L'Espagne appelle d'ailleurs à faire de même au niveau européen.

Il est vrai qu'une réponse d'envergure est nécessaire, le trafic marchandises sur l'AP7 ayant augmenté de 80% depuis septembre 2021. Avec, par conséquent, le même accroissement sur l'A9 comme l'ont prouvé les derniers comptages d'au moins 14 000 camions/jour au niveau du péage sud.

L'enjeu est de taille pour le coté français, sachant que le trafic marchandise pyrénéen (60% par l'axe méditerranée) est 2.5 fois plus important que le trafic des Alpes françaises. Nous disposons aussi d'un tunnel déjà construit et sous utilisé ainsi que de nombreuses plateformes logistiques comme Saint-Charles et Cerbère ou Rivesaltes que la CGT



cheminots propose de développer.

En parallèle, le retard pris par le chaînon manquant de la LGV Montpellier-Perpignan pour l'horizon 2040 devient problématique et le choix en fin d'année d'une ligne mixte, fret et voyageurs, deviendra vital, comme le demandent la Région, le PCF et la CGT.

Il reste que cette proposition met tous les protagonistes du transport devant leurs responsabilités environnementales et offre un chemin d'avenir plus positif que la disparition de Fret SNCF. Que va répondre le gouvernement français, face à cet antagonisme de propositions ? L'avenir nous le dira.

P.P.

Le Train jaune

Assemblée générale des usagers

L'assemblée générale du CULTJ se tiendra à Olette le 7 octobre prochain.

Samedi 7 octobre, dès 9 heures, le matin, les défenseurs du TER et du service public des transports sont invités à Olette à l'assemblée générale du Comité d'usagers de la ligne du Train Jaune (CULTJ). Si les adhérents du comité seront présents, les autres, ceux qui ne le sont pas encore, sont aussi largement invités. Chacune et chacun pourra réfléchir à l'avenir et inventer la suite pour promouvoir l'amélioration de la ligne.

Il est à noter, cette année, une insistance particulière en direction des élus du département : « Nous serions heureux et honorés de votre présence à cette assemblée pour parler mobilité en milieu rural et montagnard. Sur ce sujet, nous formulons des propositions et vous, vous maîtrisez une fine connaissance du territoire, comme le montrent



vos travaux. De plus, nous avons une boussole commune : celle de l'intérêt général et l'intérêt local, incarnée par les services publics. S'agissant du Train Jaune, c'est un fleuron du service public des transports que la SNCF s'escrime à malmenier, et ce n'est pas nouveau, en dé-

gradant la desserte, les fréquences et les correspondances ». Pour mieux éclairer ce souhait de voir les élus se « mouiller plus », le texte précise : « Avec le "Manifeste pour le Train Jaune dont nous avons besoin", support de nos propositions, nous pouvons mener un échange franc et constructif avec vous, qui êtes aux premières loges des préoccupations des habitants et de la complexité du développement local et durable. Nous vous proposons de profiter de cette assemblée pour échanger nos points de vue d'autant que nous allons bientôt pouvoir remettre à la Présidente Carole Delga les plus de quatre mille pétitions que nous avons reçues autour du nouveau combat qui s'ouvre qui est celui du retour d'un train du quotidien ».

M.M.

Écofestival de Céret

Des initiatives pour le futur

L'écofestival de Céret témoigne de l'importance de la ruralité dans la préparation d'un monde solidaire et pacifique.

L'édition 2023 du traditionnel écofestival de Céret, temps fort de l'association Vallespir Terres Vivantes s'est tenue du 29 septembre au premier octobre. Le dimanche, point-d'orgue du festival, près de 500 personnes ont rendu visite à la cinquantaine de stands, sous le soleil et au son du trio Llebrau. Et Fèlicia a servi 200 repas bio. Tout cela a permis de belles rencontres avec celles et ceux qui préparent un futur raisonné. On remarque cette année le foisonnement de nouvelles initiatives souvent nées du confinement. L'association 900M par exemple, fondée par Julien Guarrigue, enseigne l'art de planter des forêts résilientes afin de multiplier le nombre des acteurs du reboisement.

Du soleil, des idées et l'espoir

Eauxygène, l'initiative de Sylvie Colin qui a répondu à un appel à projet pour le slow



Seta, Camille Blin, éducation et Anne-Marie Likiernik, présidente.

tourisme, propose des stages et ateliers pour vivre l'instant présent en pleine nature. Seta, pour la sauvegarde du patrimoine du Tech et des Albères, organise aussi des stages. Umami foods, l'entreprise de fermentation alimentaire d'Irène Serano, apprend à améliorer sa

santé. Germen, l'ouvrage de Cécile Canguilhem, a pour but le retour à l'emploi. Né sur un terrain en friche, son chantier d'insertion alimentera des cantines en aliments bio.

La banque éthique NEF qui peut financer des projets était présente, ainsi que SEL, système d'échange local fonctionnant sans argent. Sur le terrain des luttes, les Soulèvements de la terre défendaient des causes locales et l'incontournable Alternatiba était vent debout contre l'A69 en soutenant les grévistes de la faim. L'association de permaculture Permagora* avec un fonctionnement intégrant les technologies nouvelles a montré les compétences organisationnelles d'un monde rural en route vers un XXI^e siècle responsable et réhumanisé.

Veronika Daae
*www.perma.cat

Santé en Conflent

Une consultation et un débat public inédits

L'union locale CGT de Prades a lancé une large consultation pour préparer un débat sur la santé, qui a eu lieu le 5 octobre.

L'union locale CGT a distribué de nombreux tracts sur les marchés, a sollicité les professionnels de santé et préparé un questionnaire citoyen dématérialisé pour préparer une rencontre sur le système de santé, rencontre qui a eu lieu jeudi 5 octobre, à 18 heures, au Foirail à Prades.

L'initiative de l'Union locale CGT aidera sans aucun doute à réfléchir et à proposer des solutions face au constat général fait par le syndicat : « Notre système de santé est aujourd'hui en danger, soyons solidaires et réfléchissons ensemble pour trouver des solutions, des axes d'amélioration afin que l'accès aux soins profite à toutes et tous de manière équitable et que l'organisation de la prise en charge soit efficiente ». Cette approche syndicale localisée, inédite, doit permettre d'étayer les revendications qui seront avancées.

Un questionnaire pertinent

Le questionnaire dématérialisé, très accessible et très simple à utiliser, compte 25 questions, dont 3 pour mieux connaître les participants (âge, sexe, situation géographique) et 2 pour recueillir les

souhaits de communications à venir. Il y a donc 20 questions qui traitent de l'accès aux soins dans le Conflent, questions très précises couvrant l'ensemble des problèmes que se pose chaque citoyen :

- l'implantation de professionnels de santé (pharmacien, généraliste, dentiste, spécialiste, gynécologue, hôpital, Ehpad,...) ;
- les délais de rendez-vous chez les médecins et les modalités utilisées pour prendre ces rendez-vous ;
- les besoins de soins, personnels ou familiaux ;
- les distances à parcourir et les modalités de paiement, les dépassements d'honoraires rencontrés ;
- les « ré-envois » des patients de l'hôpital public à la clinique Saint-Michel.

Deux questions attirent particulièrement l'attention : « Avez-vous déjà renoncé à vous soigner ? » et, évoquant les Ehpad, « Pensez-vous suffisant le personnel dans ces établissements ? ». Nous reviendrons sur la rencontre-débat et sur les résultats de cette consultation dans le prochain numéro du journal.

Michel Marc

Debat Public à Prades 5 octobre 2023

- Quelle est votre ville de résidence ?
Entrez votre réponse
- Quel est votre âge ?
Entrez votre réponse
- Quel est votre sexe ?
 Homme
 Femme
- Avez-vous à proximité de votre résidence ?
 Médecin
 Dentiste
 Ophtalmologue

Éducation

Les AESH en colère



© Anne-Marie Delcamp

Les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) étaient en grève mardi 3 octobre pour dénoncer le manque de considération de l'institution à leur égard comme à celui des enfants et de leurs parents.

À l'appel de la CGT Éduc, FO, FSU et Sud Education, une soixantaine d'AESH des P.-O., majoritairement des femmes, se sont rassemblés devant les services de l'Éducation nationale (DESDEN) mardi 3 octobre pour protester contre leurs conditions de travail, toujours pas améliorées à cette rentrée malgré les promesses du gouvernement. La revalorisation annoncée de 10% prend la forme d'une indemnité de fonction annuelle de 1 529€ brut pour un temps plein (soit 101,61€ net par mois). Mais la quasi-totalité des AESH étant sur des temps partiels imposés de 24h par semaine, cela représente un gain de 63€ par mois. Les indices de leur grille indiciaire ont bien été relevés, mais avec une perspective de gain de 331€ nets pour 33 ans de carrière.

Pour un statut spécifique

Mais plus que tout, elles revendiquent que la valeur et la spécificité de leur travail soient reconnus. Au lieu de cela, la politique de mutualisation, à travers les pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL), a considérablement dégradé leurs conditions de travail : affectation dans plusieurs établissements, plus grand nombre d'élèves à accompagner, etc. D'où un impact négatif sur les élèves qui peuvent être amenés à changer plusieurs fois d'AESH alors que, plus que d'autres, ils ont besoin de stabilité.

Dans le même esprit, elles dénoncent le projet de fusion des AESH avec les assistants d'éducation (AED), projet qui nie la spécificité de leurs missions. Elles demandent au contraire une véritable reconnaissance de leur métier d'accompagnant par la création d'un propre statut dans la fonction publique.

S'il fallait une preuve de l'importance vitale du rôle des AESH, certains parents, confrontés à l'absence de prise en charge institutionnelle de leur enfant, se tournent désormais vers Facebook pour recruter un accompagnant. Pourtant le gouvernement continue à affirmer que l'école inclusive est une de ses priorités.

Anne-Marie Delcamp

Gabriel Attal, Ministre de l'Éducation Nationale



En Català



Festa Catalana al Vallespir

- Cat'Festa, festa de les associacions culturals catalanes del Vallespir. Serà aquest dissabte 7 d'octubre a Arles, a la sala de festes, de les 10 del matí fins a les cinc de la tarda.

- És la onzena edició d'aquest esdeveniment organitzat pel Centre Cultural Català del Vallespir. Tenim menester de les nostres comarques, Vallespir, Conflent o Cerdanya per fer viure la nostra llengua, perquè a Perpinyà senti cada dia menys parlar en català.

- Les capitals, petites o grosses, tenen avantatges i inconvenients mes sempre ho dilueixen tot. La població canvia.. Te pensis pas que al Vallespir se parli català com cinquanta anys enrere..

- Ho sé bé prou, mes les comarques encara són un xic protegides de la centrifugació, conserven una autenticitat i tenen gent tossuda i activa.

- En el cas del Vallespir el que m'agrada és que d'aquesta festa en diuen «Festa transfronterera», hi participen associacions i gent de cada costat de la frontera, amb una programació de gegants, capgrossos, balls, cançons, teatre, música, exposicions, venda de llibres...

- Evidentment que ha de ser transfronterer, mes jo m'agrada més pensar que és un lloc d'intercanvi, de trobada.. Ontocom se podrà menjar esperi en aquesta festa?

- Utilitzant la paraula ontocom me vols posar a prova?

- Volia assegurar-me que passes la prova de foc de bon vallespirenc: ontocom, una expressió que s'utilitza a l'Alt Vallespir i l'Alta Garrotxa, per dir «a algun lloc», a un rodal, i una expressió que pocs catalans de Perpinyà o de Girona fan servir.

- És una bona prova mes te recordi que venim d'una família que anava a conduir el bestiar per aquelles muntanyes o hi guardava uelles.. Tot un vocabulari propi d'aquest territori que està desapareixent, i que forma part d'un patrimoni que el Centre Cultural Català del Vallespir també reivindica.

- I doncs per menjar?

- Sempre podràs menjar ontocom a Arles i a la Cat'Festa faran una arrossada per 18 euros.

C&C

Harcèlement au travail Rachid enfin reconnu dans ses droits et dans sa dignité

Au terme d'un long combat juridique, un militant syndical victime d'injures racistes obtient enfin gain de cause.

L'histoire est déjà ancienne. Mais les affres du jugement auront duré plus de dix ans avant d'obtenir un dénouement légal en faveur du salarié. Cette longue période fut celle « des temps difficiles, jusqu'à la maladie », nous précise Rachid. Rachid travaillait chez Philippe Rey Transports (groupe Transalliance), dans la zone Saint-Charles. Il « faisait la ramasse » des palettes garnies de fruits et légumes et approvisionnait ensuite les wagons du Train primeurs. Rey était alors l'un des deux chargeurs historiques du fameux train aujourd'hui remis en question. Notons que l'entreprise a, depuis, changé de propriétaire. Dès novembre 2010, notre jour-

nal, alerté par les faits relatés, donnait la parole à Rachid, qui expliquait : « *Ce qu'on subit, c'est harcèlement, stress, menaces de sanction, en particulier contre les syndiqués ou les responsables syndicaux* ». Il détaillait ensuite l'ensemble des dispositifs mis en place contre les salariés, surtout les délégués et les militants.

Les insultes racistes en plus

Puis les choses se sont aggravées. Dans le quotidien départemental, l'Indépendant, Rachid précise et évoque, dès 2006, les « *injures racistes, moqueries et acharnement de la part d'un supérieur hiérarchique* ». Jusqu'en 2016 où un

premier arrêt de travail médical lui est prescrit pour « *syndrome dépressif* ». Le combat juridique qu'il va mener ensuite est long, de procédures en procédures, des prud'hommes à la chambre sociale du tribunal de Montpellier. Jusqu'au dénouement qui est enfin intervenu au début de l'été. L'entreprise est condamnée et doit verser 42 000 euros à Rachid. « *J'accepte de parler aujourd'hui pour que d'autres victimes puissent réagir et se battre. Le pire parfois se produit, malheureusement, quand le ou la salariée n'en peut plus* ». Ému, il poursuit par des remerciements auxquels il tient beaucoup : « *À ma fille, à Sophie Vilella, l'avocate, au syndicat CGT,*



au Travailleur Catalan et à l'Indépendant » et ajoute : « *Les nouveaux patrons ont été corrects et ont accepté la charge. Ils n'iront pas en cassation* ».

Michel Marc

Résultats du tirage au sort des bons de soutien

- Le bon n° 188 gagne une lithographie de la *Sardane de la Paix de Picasso*, une bouteille de vin blanc et une bouteille de vin rouge de la cuvée *Cultures de Paix*.
- Le bon n° 181 gagne une bouteille de vin rouge de la cuvée *Cultures de Paix*.
- Le bon n° 408 gagne une bouteille de vin rouge de la cuvée *Cultures de Paix*.
- Le bon n° 425 gagne une lithographie de la *Sardane de la Paix de Picasso*.

Pour retirer son lot, s'adresser au *Travailleur Catalan*, 04 68 67 00 88.



L'actu vue par DELGE

Attaques contre Fabien Roussel : pourquoi cette sombre rage ?

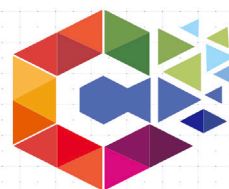


- annonces légales - annonces légales -

LA LIBRAIRIE LE CHEVAL DANS L'ARBRE
SAS au capital de 5 300 euros
26 boulevard Marechal Joffre, 66400 CERET
897 762 472 RCS Perpignan

L'AGM a décidé, le 13/05/2023, de transférer le siège social de la société, le 15/05/2023 au 1 avenue Michel ARIBAUD, 66400 CERET

Mention au RCS de Perpignan



VILERT BENJAMIN

Artisan Carreleur Mosaïste
Chape, Salle de bains, Terrasse

06.24.32.14.08

Coupe du monde de rugby

Huit candidats pour un trophée



À une journée de la fin des matchs de la phase régulière, les quarts de finalistes sont quasiment connus.

Bien avant le début de la compétition il était évident que certaines équipes traîneraient en fin de classement de leur poule et qu'il n'était attendu aucun exploit de leur part : Uruguay et Namibie en poule A, Tonga et Roumanie en poule B, Géorgie et Portugal en poule C, Chili en poule D. Aucune surprise pour ces équipes dites modestes. Et après ?

Tous les favoris seront présents... ou presque

Tous sauf l'Australie ! Et c'est la seule véritable surprise puisque les Australiens, montrant déjà des signes de faiblesse, sont tombés face aux Fidjiens (15-22). Il faut dire que les Fidjiens, amateurs de grandes envolées par le passé, étaient faibles au niveau des avants. Leur jeu s'est densifié devant et ils n'ont quasiment plus rien à envier à celui des autres équipes. Dès lors, pas étonnant que l'Australie ait fait les frais de leur renouveau. Mais que se passe-t-il au pays des Wallabies ? Cette non-qualification pour les quarts de finale, la première depuis la naissance de la Coupe du monde en 1987, a quelque chose de très indigeste auprès des supporters australiens qui n'ont pas hésité à quitter les tribunes de Lyon avant la fin du match contre le Pays de Galles (défaite 40-6). Inimaginable ! Prendre une déculottée contre une équipe galloise pourtant pas favorite de ce Mondial. Mais surtout ne rien avoir à proposer dans le jeu. Un électrocardiogramme plat. Du jamais vu ! La cause ? Beaucoup trop de facteurs : le rugby à XIII qui attire de plus en plus de fans et de joueurs au détriment du XV ; le football australien qui fait passer le XV au troisième rang au niveau national ; des joueurs professionnels qui préfèrent se diriger vers les clubs européens. Le niveau de la ligue australienne qui s'est terriblement dégradé. Le sélectionneur national, Eddie Jones, loin d'être exempt de tout reproche pour ses choix, lui qui se serait déjà engagé (?) avec le Japon



La pelouse d'Aimé Giral profite de la Coupe du monde pour se refaire une beauté.

alors que son contrat australien court jusqu'en 2027, date de la future Coupe du monde qui se déroulera en... Australie. Trop c'est trop ! Les bousiers importés sauveurs providentiels de l'Australie ? Sans les espèces africaines ou européennes de ce scarabée, le pays serait enfoui sous 33 millions de tonnes de bouses annuelles de son cheptel bovin. Faudra-t-il pour le rugby australien importer un genre de scarabée pour sortir les Wallabies de la m.... et sauver ce qui peut encore l'être ?

En route pour les quarts de finale

Même s'il reste un match, les poules A et B ont, semble-t-il, livré leur verdict : France et Nouvelle-Zélande en poule A ; Irlande et Afrique du Sud en poule B si l'Écosse ne joue pas les trouble-fêtes. Cela semble évident aussi en poule C où, sauf cataclysme, Pays de Galles et Fidji devraient sortir. En poule D, outre l'Angleterre déjà qualifiée, trois équipes Japon, Argentine et, à un degré moindre, Samoa pouvaient viser la qualification à deux journées du terme. Le match Japon-Argentine du 8 octobre peut sembler décisif.

En résumé un Mondial qui ne livre que rarement des surprises, du moins lors des poules

qualificatives. Normal mon cher Webb Ellis ! Le rugby n'est pas le foot où des équipes dites faibles peuvent venir à bout de grandes équipes. Pas en rugby !

Les phases finales

Des quarts de finale : France-Afrique du Sud et Irlande-Nouvelle Zélande dans le haut du tableau. Un bas plus faiblard, semble-t-il, avec Angleterre-Fidji et Pays de Galles-Japon. Difficile de ne pas dire que le Champion du monde sera issu de la partie haute à cause d'un évident déséquilibre entre les deux parties du tableau. Mais chut ! Tant que les matchs ne sont pas joués...

Et pendant ce temps-là la pelouse d'Aimé-Giral se refait une beauté. Régulièrement entretenue tous les jours, arrosée, bichonnée, elle ressemble plus à un green anglais qu'au champ de patates qu'elle était fin août. Personne ne vient l'agresser, les joueurs de l'USAP ayant gravi le Canigó pour se rapprocher des étoiles. Mais que deviendra cette pelouse après le passage des Palois et des Catalans le 29 octobre, au lendemain de la finale de la Coupe du monde ?

Allez les Bleus !

Jo Solatges

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu
Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

PROMOTION



Où sortir ?

Perpignan

El Mediator | Mardi 10 octobre à 19h |

Concert - **Opening des Jams** | gratuit.

La Cathédrale de Perpignan | Vendredi 13

octobre à 20h30 | Concert exceptionnel -

Vivaldi les 4 saisons & Gloria - Les chœur et solistes de l'Opéra de Prague, Orchestre philharmonique de République Tchèque | 39€/réduit 20€.

L'Archipel | Dimanche 8 octobre à 11h |

Théâtre - **Hamlet et nous** | 12€/réduit

10€. Vendredi 13 octobre à 20h30 | Théâtre -

Iphigénie | 30€/réduit 12€.

Institut Jean Vigo | Mardi 10 octobre à 19h |

Projection - Ciné-concert - **Maciste** | 6€/

réduit 5€. Jeudi 12 octobre à 14h15 | Projec-

tion - **Gaudi, le mystère de la Sagrada**

Familia | à 19h | **Le Convoi de la peur** | 6€/

réduit 5€.

Amélie-les-Bains-Palalda

Rue piétonne | Jeudi 12 octobre à 20h |

Jeu de d'Amélie - **Duo Les Galinettes** |

Gratuit.

Baho

Salle Evora | Samedi 7 octobre à 21h |

Concert - **Céline Moi** | 10€/gratuit - 10 ans.

Cabestany

Centre Culturel Jean Ferrat | Samedi 14

octobre à 15h30 | Spectacle - **Cailloux** |

12€/réduit 6€.

Campoussy

Église | Samedi 7 octobre à 17h | Concert

- Jubilé du baryton **Michel Cazenove**,

accompagné au piano par Maria Del Mar

Martinez | 12€ / 10€ - adhérents.

Canet-en-Roussillon

Théâtre Jean Piat | Samedi 7 octobre à

20h30 | Théâtre - **La délicatesse** | 24€/

réduit 19,20€/enfant 9,60€.

Cerbère

Hôtel le Belvédère du Rayon-Vert | Du

mercredi 4 au dimanche 8 octobre de 11h

à 23h | 19^e édition **Rencontres cinéma-**

topographiques internationales Cerbère/

Collioure | 4€ : la séance / 10€ le pass

journalière (à Cerbère) / 20€ le pass week-end

/ 30€ le pass rencontres.

Elne

Salle des fêtes de la Mairie | Mercredi 11

octobre à 18h | Spectacle - **Je viens d'où tu**

vas | Gratuit.

Le Soler

Espace Culturel François Calvet | Samedi

14 octobre à 20h | Culture en têt - **Danse**

avec l'Osar | 13€/gratuit - 12 ans.

Port-Vendres

Cinéma Le Vauban | Samedi 14 octobre

à 20h | Concert - **Orientales et Fusions** |

12€.

Archipel

Effervescence des corps



© Tom Visser

Ouverture de saison flamboyante à l'Archipel avec *Double murder*, deux pièces chorégraphiques par la Hofesh Schechter Company.

D'origine israélienne et installé à Londres depuis 2002, le chorégraphe Hofesh Schechter était invité par l'Archipel pour l'ouverture de la saison 2023/2024. Les deux soirées de représentations de *Double murder* étaient complètes. Un beau démarrage pour la scène nationale et la confirmation de l'immense popularité du chorégraphe, popularité augmentée depuis sa participation au très beau film de Cédric Klapisch, *En corps*.

Clowns et *The fix* sont les deux pièces qui composent *Double murder*, la première très noire, la seconde en mode réparation, résilience. À l'évidence le chorégraphe entend bousculer son public.

Clowns, c'est un déferlement de violence, précédé d'un joyeux french cancan. Onze danseuses et danseurs, en tenue évoquant le folklore israélien (gilets colorés sur bas blancs) se livrent à une danse macabre ininterrompue, courses éperdues, exécutions, agressions, trépignements... les multiples expressions de la souffrance humaine. Cela au son d'une musique lancinante. C'est fascinant, d'une beauté plastique et visuelle inouïe, on croit, par moments être devant des tableaux de Goya, impossible de détacher son regard, de contenir son émotion.

Avec *The fix*, pièce plus courte avec moins de danseuses et de danseurs, c'est un apaisement, le temps de la réparation, les gestes se font plus lents, la tendresse affleure, les danseurs s'enlacent. À la fin, ils descendent de scène pour câliner quelques spectatrices et spectateurs, grand moment d'humanité.

N.G.

Jazzèbre

Ana Carla Maza

Une jeune artiste à la personnalité solaire.

Au cœur de la saison du festival 2023, Jazzèbre fait découvrir au public perpignanais, dans le charmant théâtre municipal à l'italienne Jordi Pere Cerda, l'artiste cubaine Ana Carla Maza.

Dès son apparition, la magie opère. Un visage encore juvénile et une robe rose de fée, souliers dorés et chevelure épaisse, geste du bras désinvolte et élégant à la fois, l'entrée radieuse sur scène séduit immédiatement. Se saisissant avec force de son violoncelle, elle accompagne le premier morceau de jazz de gestes envoûtés. Son univers nous fascine. Elle nous parle de la *Alegria de vivir* (joie de vivre) que sa voix communique si bien lorsqu'elle chante. Elle nous confie son émotion de monter sur la scène du théâtre municipal pour la deuxième fois, puisqu'elle y avait accompagné son père, Carlos Maza, jazzman de renom, alors qu'elle n'avait que 13 ans. Les consonances de ses compositions nous rappellent ce que nous avons lu dans le dépliant du festival : parcours professionnel précoce, musique classique, influences culturelles des Caraïbes à la France, sonorités contemporaines. Le fil conducteur du concert est le voyage. Nous



© Veronika Daae

survolons les Caraïbes, revisitées au son d'un jazz polymorphe.

Ana Carla Maza est aussi productrice et les enregistrements de ses concerts sont disponibles sur CD. La séance de dédicace dans le hall a permis au public de témoigner son affection pour cette jeune artiste talentueuse à la personnalité solaire.

Veronika Daae

Festival R-CAS

Découvrir la variété de la création actuelle

Dans le TC du 31 mars, nous présentons la coopérative artistique singulière l'Agit'hé ; parlons ici de la 7^e édition de la biennale que cette structure organise à Perpignan, en partenariat avec le centre d'art contemporain Acentmètresducentredumonde les 6, 7 et 8 octobre prochains.

Depuis 2012, au fil des éditions, la biennale est devenue à la fois une scène artistique incontournable pour les créateurs et un moment de découverte pour les curieux et le grand public, un événement professionnel important pour les artistes et les diffuseurs, une scène ouverte inédite et autonome, avec échanges transfrontaliers, bourses de résidence, pédagogie et transmission (travail avec des lycéens).

Loin du salon traditionnel, R-CAS propose, dans les vastes espaces de la galerie Acentmètresducentredumonde, tout un week-end « entrée libre » avec une scénographie immersive créée spécialement, un programme accessible à un large public, une journée dédiée aux visites scolaires et professionnelles, des ateliers pratiques, installations, conférences, démonstrations et performances... un véritable temps de rencontre au cours duquel les artistes sont en permanence présents pour échanger avec les visiteurs.

Bousculer le paysage artistique

Pour l'occasion, ont été réunis des artistes visuels, choisis pour la qualité et l'originalité de leur démarche ainsi que sur leur projet d'installation spécifique pour le festival. Un comité a retenu 30 créateurs de toutes disciplines sur 148 présélectionnés : dessin, gravure, peinture, photographie, installation et vidéo, performance, sculpture, collage papier... et ce, dans tous les genres ou styles. Bref un panel représentatif de l'art actuel, avec pour critères dominants : métier, qualité, originalité et singularité de chaque démarche. Autant des artistes de renom et expérimentés, comme des « cas » inclassables car ici, à l'ère de la standardisation d'une partie de la culture, la volonté est bien de bousculer le paysage artistique avec une programmation met-



tant simplement à l'honneur tout à la fois le métier, l'originalité, la réflexion et l'expression plastique dans toute sa diversité...

Précisons que l'Agit'hé s'est doté d'un comité de sélection, renouvelé à chaque édition, composé de membres de la Coopérative et de personnalités diverses choisies dans le milieu artistique et culturel régional, démarche à saluer et dont beaucoup feraient bien de s'inspirer. On l'aura compris, diffuseurs, professionnels de la culture, artistes – en herbe ou confirmés – amateurs, curieux... une manifestation à fréquenter pour découvrir la variété de la création actuelle. (<https://rcasfestival.org>)

Clément Riot

Où sortir ?

Prades

Place de la République | **Dimanche 8 octobre à 19h30** | Projection/ débat - **De mémoire en images** | Gratuit.

Saint-Cyprien

Salle Génin de Règnes | **Samedi 7 octobre à 17h** | **Initiation au tango argentin** | Gratuit.

Capellans | **Dimanche 8 octobre à 15h** | Concert - **Jardin en fête** | Entrée gratuite pour les résidents de Saint-Cyprien (Pass Résidents). Entrée du jardin : 3€ pour les non-résidents.

Salle Escaro | **Dimanche 8 octobre à 17h** | Théâtre - **Extraits choisis des grandes pièces de Molière** | 8€.

Saint-Estève

Théâtre de l'étang | **Samedi 14 octobre à 20h30** | Concert - **Dave** | 47€/réduit 39€.

Saint-Jean-Pla-de-Corts

Salle Polyvalente | **Vendredi 6 octobre à 15h** | Concert - **Los Jutglars** | 20€/réduit 15€ à 10€. **Dimanche 8 octobre à 18h** | Concert - **Brass Band de Toulouse** | 20€/réduit 15€ à 10€.

Sainte-Léocadie

Salle de la Bergerie | **Dimanche 8 octobre à 16h30 et 18h30** | Théâtre d'objets poétiques - **M.A.R** | 10€/réduit 6€/enfant 5€.

Thuir

Théâtres des Apres | **Dimanche 8 octobre à 16h** | Pièce chorégraphique jeune public - **Feuilles** | 6€/réduit 4€.

Centre hospitalier de Thuir | **Dimanche 8 octobre à 12h30** | Festival Jazzèbre - **Jazz à l'hôpital** | 12€.

Boulevard Violet | **Vendredi 13 octobre à 20h30** | Théâtre - **Le bourgeois gentil-homme** | 13€/réduit 11€.

Torreilles

Chapelle de Juhègues | **Vendredi 13 octobre à 20h30** | **Musique en balade** | 10€. **Samedi 14 octobre à 20h30** | Concert - **Fiuminale** | 10€.

Toulouges

Théâtre | **Samedi 14 octobre à 20h30** | Stand Up - **Nellie Oleson enflamme les années 80** | 25€/réduit 8€.

Vernet-les-Bains

Église Anglicane | **Dimanche 8 octobre à 17h** | **Académie dels Pirineus** | Gratuit.

Villefranche-de-Conflent

Salle des fêtes | **Samedi 7 octobre à 19h** | Soirée concert - **Rêve général** | Gratuit.

3^e saison du Cabaret Saint Alban Psy-Show !!!

Le lundi 9 Octobre à 18h30
salle de l'Union à Céret

VENEZ ASSISTER AU

Cabaret Saint Alban Psy-Show
Par la troupe de la Maison Bleue

Mise en scène et dramaturgie Emma Battesti



Amis d'Alain Marinaro

Teva Mazoyer au piano, un grand bonheur

Lauréat de deux prix hautement mérités, Teva Mazoyer nous est revenu le 1^{er} octobre pour un récital à Banyuls.



© Luc4

Teva Mazoyer a vingt ans, il est corse, il joue du piano depuis l'âge de 5 ans. Il a obtenu deux prix à Collioure au concours de piano des jeunes talents 2023 : le 1^{er} prix et le prix du public. Il étudie actuellement au Conservatoire National Supérieur de Musique (CNSM) à Paris. Invité par les Amis d'Alain Marinaro, il était à Banyuls-sur-Mer dimanche 1^{er} octobre. Très grand, longs cheveux noirs, et des mains à la longueur impressionnante avec un petit doigt fort sensible. Et surtout une fort belle technique pour des pièces exigeantes et complexes.

Qu'on en juge : Chopin et Liszt, les grands maîtres du piano. Du premier, il interprète *Étude en ut dièse mineur op.25 n°7*, puis *Ballade en sol mineur op.23* et le *Scherzo en mi majeur op.54*. Les trois superbement dominées, le Scherzo y tenant particulièrement sa place. Inutile de dire combien Liszt est exigeant. Exigence à laquelle l'interprète répond avec rigueur et sensibilité dans *Rêve d'amour en la bémol majeur* et dans la redoutable *Mephisto Waltz* qu'il a su nous faire apprécier dans toutes ses dimension. Teva Mazoyer, qui a conquis son public, a fait preuve au cours de ce récital, comme au concours à Collioure, d'une superbe maîtrise du piano et des œuvres qui ne demande qu'à s'affirmer.

Yvette Lucas

Syndicalisme

De l'avenir de syndicalisme

Le 23 septembre, au Festival des luttes de la CGT66, Alain Guinot a présenté son livre *Georges Séguy, le choix de l'audace* (Collection Ligatures).

Les défis posés aujourd'hui au syndicalisme nécessitent des pistes de réflexion autour de l'action syndicale. Le livre propose des transformations de fond en s'appuyant sur la modernité de la pensée de Georges Séguy, grande figure de la CGT. Alain Guinot, qui a été son collaborateur de 1978 à 1982, peut témoigner de son audace à bouleverser l'organisation du syndicat pour qu'il soit en capacité de devenir acteur du changement. Fort d'une longue expérience en tant que membre du bureau confédéral de la CGT, de 1999 à 2013, et directeur du magazine des militants de la CGT, *La Nouvelle vie ouvrière* (NVO), Alain Guinot exhorte la CGT à anticiper la mutation du monde du travail. Constat est fait que le syndicat a déjà pris la mesure des mutations dans plusieurs domaines comme l'ubérisation ou le travail des femmes. Dans la période actuelle de rupture où « *les salariés (sont) aujourd'hui éparpillés en fonction des réalités du travail* », le livre incite à remettre en question la structure fédéraliste.

L'ouvrage qui ne se limite cependant pas à un manuel du syndicaliste du XXI^e siècle, se lit avec intérêt et se prête à accompagner les débats sur l'avenir du syndicalisme, comme cela s'est fait à Nîmes au mois d'avril dernier.

V.D.

Alain Guinot

GEORGES SÉGUY LE CHOIX DE L'AUDACE

Contribution au débat
sur l'avenir du syndicalisme

préface de
BERNARD THIBAUT



28^{ème} EDITION Festival Lyrique des Pays Catalans



Vingt-huitième édition

Samedi 29 septembre, en la chapelle Saint-Julien de Villeneuve-de-la-Raho, c'était la clôture de la 28^e édition du Festival lyrique des pays catalans. Chantal Gasquet, la présidente, anime la manifestation avec une belle énergie. Entre juillet et septembre pas moins de huit concerts se sont succédé entre Saint-Génis-des-Fontaines, Saint-André, Banyuls-sur-Mer et Villeneuve-de-la-Raho. Chants corses, espagnols, musiques classiques, baroques, d'aujourd'hui, une grande variété d'interprètes d'ici ou d'ailleurs. La qualité, toujours au rendez-vous.

Dimanche, Marina Eckardt à la mandoline et Monty van Belzen à l'accordéon proposaient un final original entre tango et musette et des sonorités bien accordées.

Prix Méditerranée 2023 - Où sont les femmes ?

À voir le palmarès du dernier Prix Méditerranée on peut légitimement se demander si les membres du jury ne sont pas atteints de machisme aigu. Six prix, six hommes ! Qui ne suit pas l'actualité littéraire pourrait en conclure que les femmes n'écrivent pas, ou, si elles le font, le font mal. Pourtant dans la dernière période, la critique a salué bon nombre de celles-ci, comme Neige Sinno, Maria Pourchet, Amélie Nothom... et tant d'autres. En cherchant bien, on doit sûrement en trouver qui ont écrit des textes en lien avec la Méditerranée. D'autant que dans le pourtour méditerranéen les femmes doivent se battre pour exister, voire pour survivre. Mais qu'elles ne comptent surtout pas sur le jury de ce Prix !

Andorre

L'IVG criminalisée

Le droit à l'interruption volontaire de grossesse est attaqué de toutes parts, de la Cour suprême des USA à la Pologne et la Hongrie, et au-delà. L'Andorre enfonce le clou.

Le 28 septembre dernier, c'était la journée internationale pour le droit à l'avortement. On aurait cru, depuis la loi Veil qui avait permis aux femmes, le 17 septembre 1975, d'avorter, donc de disposer de leur corps et de maîtriser leur fécondité, que cette belle avancée du droit des femmes aurait été généralisée au monde entier. Nous vivons un recul en la matière, qui va de pair avec l'extrême-droitisation de nombreux pays, en Europe et au-delà. L'exemple de

l'Andorre, principauté dirigée en partenariat par la France et l'Espagne, met en évidence un véritable scandale. Nous retrouvons cette situation dans vingt pays dont d'autres principautés comme Malte, le Liechtenstein et même Monaco où ce droit est décriminalisé mais toujours illégal. En Andorre, l'IVG est punie de six mois de prison pour la femme et de trois ans de prison ainsi que cinq ans d'interdiction d'exercer pour le médecin qui la réalise.

Ainsi, tous les ans, environ 120 femmes vont en Catalogne ou en France pour se faire avorter. L'association *Stop Violences* et de nombreux syndicats et associations ont appelé à

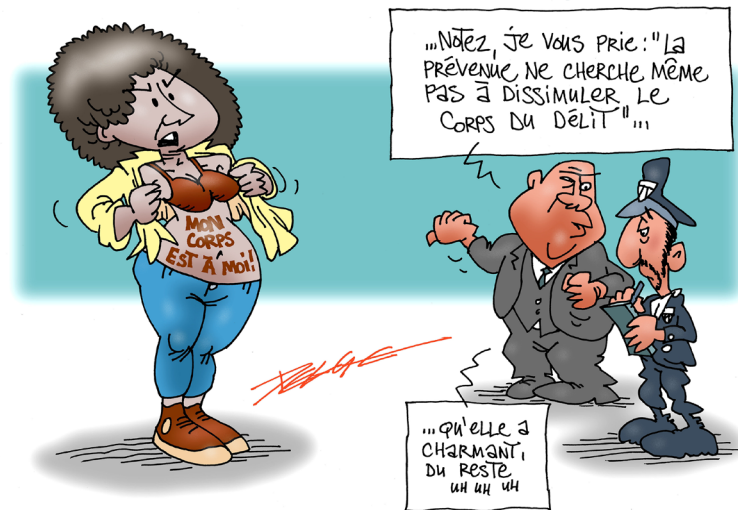


Manifestation, Andorre 30 septembre 2023.

une manifestation dans la principauté samedi 30 septembre pendant que la militante pro IVG Mendoza Cortès est toujours accusée de diffamation par la justice andorrane et risque la prison et une amende ubuesque.

Yvon Huet

Manif en faveur du droit à l'avortement en Andorre : c'est pas encore gagné...



Un pays entre deux eaux



La complexité de la situation de l'Espagne après les dernières élections nationales ne permet pas encore de dégager une gouvernance.

En mai dernier, un raz de marée de droite (PP) et d'extrême droite (VOX) aux élections territoriales (autonomies et municipalités) avait tétanisé l'Espagne progressiste. Le 23 juillet, les élections générales provoquées par Pedro Sanchez ont presque inversé la donne, mais pas au point d'imaginer une victoire nette de la gauche, désormais PSOE/SUMAR, à laquelle se sont ralliés un certain nombre de partis régionaux dont BILDU au Pays basque. Mais cela ne fait pas tout à fait le compte. Il faut que les partis indépendantistes catalans permettent au PSOE et ses alliés de SUMAR de gouverner. Les indépendantistes catalans, ERC et JUNTS, font pression pour associer une demande d'amnistie dans la législature en cours à une proposition de référendum d'autodétermination en Catalogne. En réponse, l'association des procureurs (proche du PP) a saisi la Commission européenne pour qu'elle freine toute initiative au cas où il y aurait une amnistie. De son côté, le PSOE veut dissocier la question de l'amnistie de celle du référendum qui, à chaque fois, met le feu aux poudres en Espagne et profite à la droite et son extrême. La situation est donc bloquée. Le roi d'Espagne a toutefois les cartes en mains pour désigner Pedro Sanchez, comme Premier ministre pour renvoyer à de nouvelles élections le 24 janvier 2024.

Y. H.



Des nazis au Parlement canadien

Un ancien combattant SS applaudi dans la Chambre basse canadienne.

Un événement embarrassant s'est produit le 22 septembre au Canada. En effet, lors de la visite du président ukrainien Volodymyr Zelensky au Parlement canadien, un homme de 98 ans, Yaroslav Hunka, est présenté par Antony Rota, président du parlement canadien. Selon ce dernier il s'agirait d'un « *vétéran ukraino-canadien de la Seconde guerre mondiale qui s'est battu pour l'indépendance de l'Ukraine contre les Russes* ». Toute la salle ovationne. Or il s'avère que l'homme en question est un ancien volontaire Waffen-SS de la 14^e Division « *SS-Galicie* », une unité de l'armée allemande responsable de massacres à l'encontre des Juifs, des Polonais et des partisans soviétiques.

Face au scandale, Rota se voit contraint de démissionner quatre jours plus tard et le Premier ministre canadien Justin Trudeau se fonde en excuses, arguant ne pas connaître le sombre passé de l'invité. Mais le mal est fait au point que la Pologne a fait savoir qu'elle lançait des procédures de demande d'extradition de Hunka. Ce dernier d'ailleurs n'est probablement pas un cas isolé dans la mesure où, après la guerre, le Canada a accueilli plusieurs milliers de criminels de guerre nazis, selon le Centre Simon Wisenthal qui a pour mission de préserver la mémoire de la Shoah. Une décision qui a visiblement des répercussions jusqu'aujourd'hui.

Stan

BENVINGUTS
AUX NOUVEAUX
CATALANS !



VALEURS EN FÊTE

LA FÊTE DES ASSOCIATIONS
& DU BÉNÉVOLAT

7 · OCT de 11h à 18h
PALAIS DES ROIS DE MAJORQUE • PERPIGNAN

Initiations et animations sportives et culturelles,
jeux, sensibilisation à l'environnement
ENTRÉE LIBRE · RESTAURATION SUR PLACE

En partenariat avec :

L'INDÉPENDANT

